



Ville de **Saint-Avé**

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES


2019

Préambule :

Le débat d'orientations budgétaires est la première étape du cycle budgétaire. Il doit être réalisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif en conseil municipal. Il permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le budget primitif de 2019.

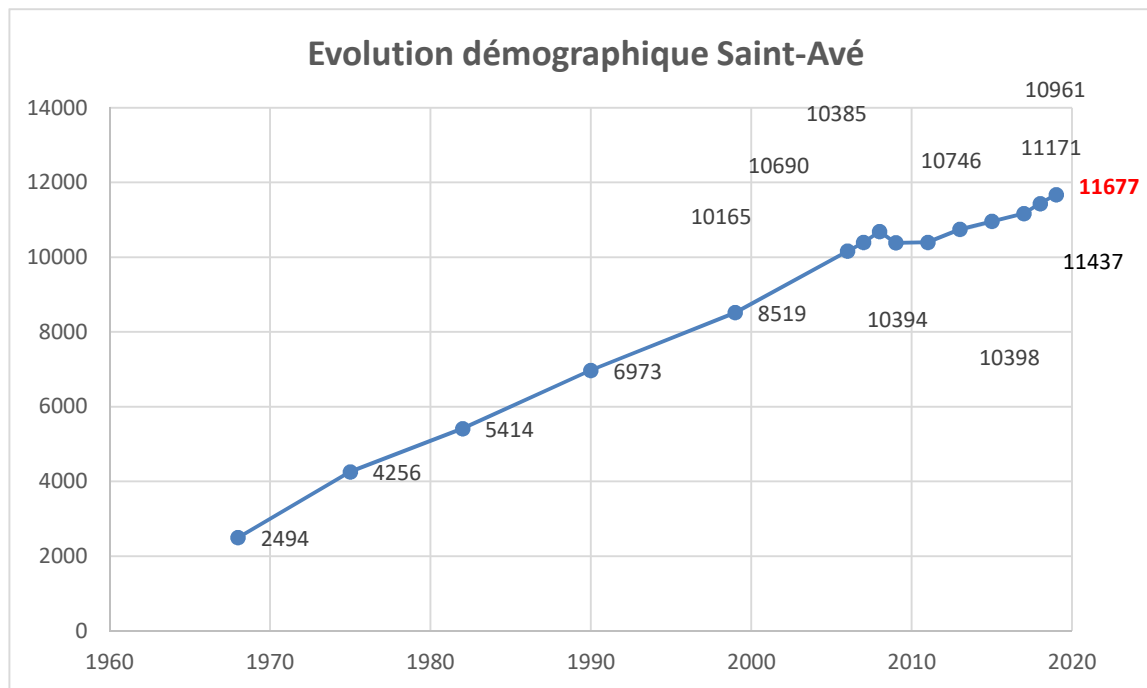
La loi NOTRe (n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) comporte un volet relatif à la transparence financière et précise les éléments de présentation du débat d'orientations budgétaires.

Les éléments du présent document sont prévisionnels, compte tenu de nombreux paramètres que la commune ne connaît pas encore sur son avenir financier, notamment en matière de dotations de l'Etat et de bases fiscales.

PARTIE I : PRESENTATION DE LA COMMUNE

1. Un dynamisme démographique, associatif et économique :

La commune de Saint-Avé compte au dernier recensement 11 677 habitants (population totale). Elle est, en nombre d'habitants, la 2^e commune de Golfe du Morbihan – Vannes agglomération et la 8^e ville du Morbihan.



nota : les chiffres indiqués à compter de 1990 sont ceux de la population totale (données antérieures = population municipale)

Située en première couronne au nord de Vannes, à proximité immédiate d'axes de circulation majeurs pour le bassin de vie, Saint-Avé s'est fortement développée depuis les années 1970, en raison notamment de l'activité croissante de l'Etablissement Public de Santé Mentale du Morbihan, situé sur la commune. La préservation d'un cadre de vie agréable a contribué au maintien de cette croissance urbaine et démographique depuis. Ce sont ainsi plus de 120 associations, regroupant 6000 adhérents, qui entretiennent l'animation de la ville et contribuent à son rayonnement.

La particularité de la ville, bâtie depuis plusieurs siècles autour de deux centralités, accueillant chacune des fonctions religieuses et économiques, existe encore aujourd'hui. Les nombreux villages disséminés dans la campagne avéenne sont également une singularité notable. La commune se développe dans le souci de répondre aux besoins des habitants actuels et futurs, dans le respect de cette qualité de vie et de cette histoire multipolaire.

Saint-Avé a la particularité, pour une ville périurbaine, d'abriter de nombreuses activités économiques. En effet, avec 4 parcs d'activités publics et un parc d'activités privé en plein développement sur son territoire, Saint-Avé dispose de nombreux atouts économiques. La ville compte plus de 4 250 emplois et 4 900 actifs, garantie de son dynamisme. Saint-Avé mène depuis longtemps une politique économique volontariste, afin d'attirer des entreprises et maintenir une vie active sur la commune.

2. Un développement urbain dynamique et respectueux de l'environnement :

Depuis les années 1990, la commune a cherché à anticiper l'afflux de population constaté sur le territoire, par une maîtrise de son urbanisation et un développement de ses équipements et services publics.

Le tournant des années 2000 est marqué par une première urbanisation du centre-ville autour de la Place François Mitterrand puis par la construction du *Quartier Ouest*, sur l'ancien « camp de munitions ». Depuis la fin des années 2000, l'éco-quartier de *Beau Soleil* offre de nouvelles réponses aux besoins en logements du Pays de Vannes qui garde une dynamique démographique très positive (2^{ème} pays le plus attractif de Bretagne).

Ce développement urbain s'est accompagné d'une attention forte portée à la valorisation du cadre de vie. La ville a fait l'acquisition en 1990 du bois de Kérozer, formant un espace de verdure de 24 hectares en continuité directe avec le centre-ville.

Elle développe et entretient plus de 60 kilomètres de chemins de randonnées. Par ailleurs, 75 % du territoire communal n'est pas urbanisé, permettant aux Avéens de bénéficier des services d'une petite ville, à deux pas d'espaces naturels préservés.

Une attention toute particulière est portée aux questions d'urbanisation et de respect de l'environnement.

Engagée dans une politique environnementale affirmée, la ville s'est dotée d'un Agenda 21 et a fait le choix dès 2014 d'abandonner toute utilisation de pesticides dans l'entretien de ses espaces verts. Elle est engagée dans la labellisation de l'éco-quartier *Beausoleil*.

Sa vision prospective, à l'horizon 2030, permet de fixer un cap clair pour l'avenir de la commune : la création de la Zone d'Aménagement Concerté du centre-ville a été validée par le vote du conseil municipal en juillet 2018. Ce projet, échelonné dans le temps, a pour objectif d'accueillir 1 200 habitants, dans un cœur de ville accessible fournissant commerces, services et espaces verts aux Avéens.

3. Des services à la population de qualité :

La ville développe également ses services à la population. Avec Le Dôme, inauguré en 2000, elle dispose d'un outil culturel dont la qualité est reconnue dans l'ensemble du département. La structure abrite également la médiathèque Germaine Tillion. Le CCAS gère un EHPAD, la Résidence du Parc.

Très active dans sa politique jeunesse, la ville a inauguré en 2011 l'accueil de loisirs L'Albatros. 1 170 élèves sont répartis au sein de deux groupes scolaires publics et un groupe scolaire privé. Pour répondre aux besoins, la Maison de l'Enfance et l'école Anita Conti ont toutes deux bénéficié d'une extension en 2018. La commune ne dispose cependant pas de collège public, anomalie pour une commune de plus de 10 000 habitants ; seul un collège privé est implanté à Saint-Avé.

Outre la culture et la jeunesse, la ville travaille à une offre améliorée d'équipements pour la pratique sportive des Avéennes et Avéens. Le skate-park a été inauguré en septembre 2018, et le projet du pôle sportif à Kerozer avance, avec l'acquisition amiable du terrain par la commune, en parallèle du concours d'architecte qui continue de se dérouler.

Saint-Avé accueillera prochainement une gendarmerie ; les travaux ont démarré en janvier 2019, pour une installation des 26 gendarmes et de leurs familles à l'été 2020. Enfin, plusieurs établissements de santé sont présents sur la commune, en lien notamment avec la présence historique de l'EPSM qui continue d'être le premier employeur.

PARTIE II : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

1. Le contexte macro-économique

Dans la Zone Euro : Après une reprise de la croissance du PIB en 2017 (+2.2%), la croissance ralentit dans toute la zone Euro. Elle est évaluée à 1,7% en 2018. La croissance en Europe est fragilisée par un ensemble de facteurs tels que les tensions dans les échanges commerciaux au niveau mondial, la remontée des prix du pétrole mais également le Brexit et le rejet du budget italien en octobre 2018.

En parallèle, l'inflation a fortement augmenté depuis début 2018 et vient peser sur le pouvoir d'achat des ménages et la croissance. Elle atteint en moyenne 1.6% en 2018.

Concernant la politique monétaire, la banque centrale européenne ne remonterait pas ses taux directeurs avant fin 2019 mais restreint ses achats de dettes publiques.

En France, la croissance connaît un fort ralentissement (1,6% en moyenne en 2018) avec un affaiblissement de la consommation des ménages et une augmentation du chômage.

L'inflation est supérieure à celle de la zone Euro, ce qui est inhabituel. Elle provient de la remontée des prix du pétrole, de l'augmentation des taxes sur le tabac et l'énergie (dont le gaz et l'électricité). Elle a atteint un pic de 2.3% en juillet 2018. Si elle pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, cela n'empêche pas un redressement du solde commercial en France, avec des exportations en fin d'année dans les domaines de l'aéronautique et du naval. **L'inflation est évaluée en 2018 à 1,8%.**

Le **coefficient de revalorisation forfaitaire des bases locatives** étant dorénavant calculé sur la base de l'évolution annuelle de l'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) constatée au mois de novembre, il s'élèvera en 2019 à **2,2%**, au-delà des anticipations du gouvernement.

En 2018, les conditions de crédits sont restées bonnes, avec des taux toujours bas. Une hausse des taux est attendue en 2019, avec des taux à moyen et long terme anticipés à 2,15% (1,40% en 2018).

2. La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 et le retard dans la consolidation budgétaire

Dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 (LPFP 2018-2022) le gouvernement a affirmé sa volonté de maintenir un seuil de déficit public inférieur à 3 % à l'horizon 2022, et de respecter ainsi les engagements pris au niveau européen.

Le tableau ci-dessous retrace le déficit public prévisionnel inscrit dans la LPFP 2018-2022 entre 2017 et 2022 :

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Solde public effectif | -2.9 | -2.8 | -2.9 | -1.5 | -0.9 | -0.3 |
| <i>dont administrations d'Etat</i> | -3.3 | -3.4 | -3.9 | -2.6 | -2.3 | -1.8 |
| <i>dont administrations publiques locales</i> | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.3 | 0.5 | 0.7 |
| <i>dont sécurité sociale</i> | 0.2 | 0.5 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 |

La France est sortie de la procédure de déficit excessif en 2017 après trois reports. Cependant le déficit s'est dégradé depuis, avec une forte augmentation de la dette en fin d'année liée en grande partie au reclassement par l'Insee de SNCF Réseau dans les administrations publiques. Ce creusement provient de la prise en charge des prélèvements obligatoires : transformation du CICE – Crédit impôt compétitivité emploi - en baisses de charges pérennes et compensation de la taxe d'habitation (3 Mds en 2018, 3,2 Mds en 2019 et 2020) pour les collectivités.

Les prévisions maintiennent un objectif de déficit inférieur à 3% du PIB, avec une forte réduction en 2021 et 2022, malgré un contexte peu favorable.

La Loi de finances 2019 s'inscrit dans le cadre de la LPFP 2018-2022 et s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- **Une prévision de reprise modérée de croissance du PIB à 1,7 % pour 2019**
- **Une prévision à la baisse de l'inflation à 1,3%**
- **Un objectif de réduction de déficit public à 2,8 %, en 2019** qui s'appuie sur l'effort des collectivités locales d'ici 2022, avec la nécessité de générer un excédent toujours plus important pour limiter le déficit du budget national (contractualisation financière avec l'Etat pour 228 plus grandes collectivités en 2018, limitant la progression de leurs dépenses réelles à 1,2% en moyenne).

Remarque : les mesures annoncées en décembre en faveur du pouvoir d'achat pèseraient 0,5 points supplémentaires sur le déficit public, qui deviendrait alors supérieur aux 3% autorisés (dernières estimations à 3,2%). Ce dépassement est ponctuel suite à la mesure de transformation du CICE en allègement qui représenterait 0,9 % du déficit en 2019.

3. Les principales mesures de la Loi de Finances 2019 ayant un impact direct sur les communes et les contribuables :

■ **Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale**

La loi de finance 2019 ne comprend pas la réforme de la taxe d'habitation, attendue par les collectivités et venant préciser les mécanismes de remplacement de la taxe. Cette réforme est annoncée dans une loi de finances rectificative prévue avant fin juin 2019.

Le processus de dégrèvement progressif sur les résidences principales pour les 2 ans à venir ira à son terme comme prévu dans la Loi de finances 2018, allant jusqu'à une dispense du paiement de cet impôt pour 80% des ménages.

Pour bénéficier d'un dégrèvement total en 2020, les ménages devront répondre à des conditions de ressources, soit un revenu fiscal de référence inférieur à 27 000 € pour une part, 8 000 € pour les deux ½ parts suivantes, puis 6 000 € par ½ part supplémentaire. D'ici là, ils bénéficieront d'un abattement de 30 % sur leur cotisation en 2018, puis 65 % en 2019.

L'Etat prendra en charge ces dégrèvements dans la limite des taux et des abattements en vigueur en 2017. Le produit fiscal 2017 est donc garanti pour les collectivités, augmenté de l'éventuelle évolution des bases. Par contre, toute évolution ultérieure du régime des abattements ou des taux, décidée par la collectivité au titre de son autonomie financière, ne sera pas compensée et sera à charge de la collectivité en cas d'allègement, ou du contribuable dans le cas inverse.

■ **Le soutien à l'investissement local**

La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) mise en place pour financer les projets d'investissements des collectivités, est pérennisée depuis 2018. Le fonds est de 570 M€ en 2019, à destination des communes et des EPCI. Elle vient s'ajouter aux dispositifs existants : Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR : 1046 M€ en 2019) et la Dotation pour la politique de la ville (DPV : 150 M€).

■ **Le renforcement des dispositifs de péréquation :**

La Loi de Finances 2019 prévoit le renforcement de plusieurs dispositifs de compensation des charges de collectivités. Les dispositifs de péréquation sont parallèlement renforcés entre

collectivités afin de soutenir les plus fragiles d'entre elles : augmentation des enveloppes de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la dotation de solidarité rurale (DSR) de plus de 90 M€ chacune. Cependant ce renforcement de la péréquation s'amointrit dans le temps.

Les abondements de la péréquation sont financés entre autres par les prélèvements sur la dotation forfaitaire.

En effet si la dotation forfaitaire ne fait plus l'objet de prélèvements au titre de la contribution au redressement des finances publiques et est globalement stable depuis 2017, des effets à la hausse et à la baisse l'impactent cependant par collectivité : effet dynamique lié à la démographie, prélèvement sur la dotation forfaitaire en fonction du potentiel fiscal par habitant et plafonné à 1% des recettes réelles de fonctionnement n-2.

La DC RTP (dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle) des communes et EPCI est devenue une variable d'ajustement, soumise à minoration ainsi que le FDPTP (fonds départemental qui servait aux communes les plus pauvres).

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est fixé à 1 milliard d'euros sans indexation depuis 2018. L'objectif de ce fonds est de redistribuer une partie des ressources fiscales des communes et intercommunalités en prélevant des ressources aux collectivités disposant d'un niveau de ressources supérieur à la moyenne pour abonder le budget des collectivités les moins favorisées.

En 2018, Golfe du Morbihan-Vannes agglomération a bénéficié pour la 2ème fois du FPIC. Auparavant l'EPCI n'était ni contributeur ni bénéficiaire. Contrairement à 2017, non reversé, le montant 2018 de 301,7 k€ a été réparti entre les collectivités. Saint-Avé a reçu 13 k€ à ce titre en 2018. Le territoire devrait être de nouveau bénéficiaire en 2019.

La LF 2019 prévoit quelques aménagements dans la DGF, sans impact pour Saint-Avé. L'aménagement le plus important est la réforme de la dotation d'intercommunalité, pouvant avoir des conséquences sur les ressources de GMVA.

La réforme de la dotation d'intercommunalité

La dotation d'intercommunalité versée aux EPCI est profondément réformée. Auparavant par catégorie (communautés urbaines, communautés d'agglomérations, communautés de commune à fiscalité professionnelle unique ou communautés de communes à fiscalité additionnelle), la répartition est dorénavant générale sans distinction de statut juridique et de régime fiscal. Elle est composée d'une dotation de base (30%) au prorata de la population DGF, pondéré par le coefficient d'intégration fiscale (CIF) et d'une dotation de péréquation (70%) prenant en compte le potentiel fiscal corrigé. Cette réforme permet d'abonder la dotation des EPCI à forte intégration fiscale (le CIF est égal à la part des ressources fiscales de l'EPCI sur la part des ressources fiscales du territoire), ainsi que celle des EPCI à faible revenu et faible potentiel fiscal.

La réforme s'accompagne de systèmes de complément de 5€/ habitant, de garanties et plafonnement afin d'éviter de fortes variations de la dotation.

Elle est globalement défavorable aux communautés d'agglomérations, au bénéfice des communautés de communes. Pour GMVA, la dotation d'intercommunalité devrait légèrement diminuer dans le temps (prospective de GMVA à -1%).

Les autres mesures de la Loi de Finances 2019 ayant un impact direct sur les communes :

- Report de l'automatisation du FCTVA (Fonds de compensation TVA) au 1^{er} janvier 2020 permettant un allègement des procédures de déclaration des dépenses soumises à TVA auprès de l'Etat.
- Définition des locaux industriels pour l'évaluation de leur valeur locative.

4. L'évolution du paysage intercommunal :

Le vote des nouveaux statuts en 2018

Après l'adoption d'un projet de territoire fin 2017, les nouveaux statuts de GMVA ont été définitivement votés en conseil communautaire le 29 septembre 2018, ils définissent les compétences de l'agglomération, réparties en 3 catégories : obligatoires, optionnelles et facultatives.

Une réflexion transversale sur l'aménagement du territoire

2018 a marqué le lancement d'un diagnostic global de territoire, dans le cadre des révisions des grands documents d'aménagement (SCOT), d'habitat (PLH), d'environnement (PCAET), de déplacements (PDU). Ces travaux se poursuivent afin de développer des plans d'actions et d'objectifs. Dans cette perspective, les projets structurants de la ville s'inscrivent pleinement dans les orientations de ces différents documents.

Des compétences en cours de définition

Dans le domaine culturel, le projet de mise en réseau des médiathèques se poursuit : il s'agit de proposer une offre culturelle élargie dans le cadre d'une convergence tarifaire. Le portail numérique des Médiathèques du Golfe a ouvert en décembre 2018, et septembre 2019 marquera le début de la circulation des documents sur les bassins de vie. Une étude est actuellement en cours pour harmoniser et reconfigurer l'offre d'enseignement artistique sur le territoire de la nouvelle agglomération, à compter du 1^{er} janvier 2020. En effet, le territoire accueille différentes structures associatives, communales et intercommunales : conservatoires de Vannes (musique-gestion communale) et Sarzeau (danse-gestion intercommunale), les écoles de musique municipales de Saint-Avé et Séné... Cette étude pourrait conduire à une prise de compétence « enseignement artistique » par la communauté d'agglomération avec transfert des structures municipales (dont l'école de musique de Saint-Avé).

Les études concernant le futur transfert des compétences eau et assainissement, prévu au 1^{er} janvier 2020, sont en cours.

L'élargissement des compétences implique des réflexions au niveau communautaire sur les moyens nécessaires à leur mise en œuvre et par conséquent sur l'évolution des relations financières entre communes et EPCI.

PARTIE III : LES RESULTATS PREVISIONNELS DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2018

L'exécution du budget 2018 se solde par les résultats suivants (résultats provisoires avec reports des résultats antérieurs) :

| En K€ | Résultat de Fonctionnement | Besoin (-) / Excédent (+) de financement en Investissement |
|-------------------------------------|----------------------------|--|
| Budget principal | 1 395 | 283 |
| Budget affaires économiques | 68 | 446 |
| Budget assainissement collectif | 119 | 1 303 |
| Budget assainissement non collectif | 4 | 0 |
| Budget zones d'activités | 183 | -817 |
| Budget aménagement Bossuet | 0 | -607 |

| | | |
|----------------------------|--------------|------------|
| Budget aménagement Kérozer | 29,8 | -17,9 |
| Cumul | 1 799 | 590 |

Concernant le budget principal, l'année 2018 est caractérisée par un résultat de fonctionnement de **1 395 k€**, en hausse par rapport à 2017 (1 224 k€). Après une deuxième année de gel des baisses de dotations, Saint-Avé continue de bénéficier des mesures qu'elle a mises en place pour améliorer sa gestion : maîtrise des charges et recherche d'optimisation des recettes.

Le résultat 2018 est exceptionnellement amélioré par l'apport de 100 k€ d'excédent du budget Affaires Economiques et la baisse ponctuelle de la subvention versée au CCAS de 50 k€.

Concernant les équipements, après une année essentiellement dédiée aux études en 2017, l'année 2018 a été consacrée à des travaux d'ampleur : achèvement des extensions de l'école Anita Conti et de la maison de l'enfance, opération d'aménagement de la place du Loc, construction d'un skate park. Ainsi le niveau d'investissement est supérieur aux deux dernières années et atteint un montant de 3 515 k€. L'excédent d'investissement constaté fin 2018 se résorbe donc pour atteindre + **283 k€** fin 2018.

| <i>en k€</i> | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Dépenses d'équipement | 6 255 | 4 355 | 2 323 | 2 007 | 2 077 | 3 515 |

Les investissements 2018 ont été financés à hauteur de 11 % par des subventions et de 15 % par la taxe d'aménagement et le fonds de compensation de TVA. Le solde a donc été financé par les ressources propres de la collectivité

Concernant les budgets annexes :

- Le résultat du budget d'assainissement permet de financer les travaux inscrits au programme pluriannuel de travaux d'extension et de réhabilitation des réseaux. La régie fonctionne depuis le 1^{er} janvier 2017.
- Les budgets des opérations d'aménagement retracent les charges d'investissement à préfinancer dans l'attente des cessions de terrains, ainsi que les ventes réalisées. En 2018, sur le budget de Bossuet a été conclue l'opération de dation d'un local de boulangerie. Pour le budget zones d'activités, l'année 2018 correspond à une année de transition suite à la prise de compétence au 1^{er} janvier 2017 par Golfe du Morbihan-Vannes agglomération. Des régularisations comptables ont été nécessaires avant la clôture du budget au 31 décembre. Les activités de gestion et de commercialisation sont désormais du ressort de l'agglomération avec reversement du produit des ventes à la commune. Une cession a ainsi été réalisée en 2018 sur la zone d'activité du Poteau Sud pour 221 k€.
- Le budget Affaires Economiques est structurellement excédentaire et les hypothèses 2019 intègrent un reversement du résultat 2018 au budget principal à hauteur de 50 k€.

Le résultat cumulé des budgets de la collectivité fait ressortir un excédent de fonctionnement de 1 799 k€ et un excédent d'investissement de 590 k€, soit une capacité de financement cumulée au 1^{er} janvier 2019 de 2 389 k€.

PARTIE IV : LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 DU BUDGET PRINCIPAL

Les collectivités territoriales doivent construire leurs budgets en tenant compte d'une baisse historique des dotations et d'un contexte fiscal tendu, dans un environnement économique et social difficile.

La politique avéenne en matière financière s'inscrit dans les engagements pris en début de mandat :

- /// Maîtrise de la fiscalité.
- /// Amélioration de la qualité de nos services publics tout en maîtrisant et recherchant constamment l'optimisation de notre gestion financière.
- /// Politique d'investissement continue afin d'anticiper et accompagner le dynamisme de la commune sur le long terme.

Dans le respect de ces objectifs, le projet budgétaire 2019 de Saint-Avé intègre notamment :

1- Les dispositions nationales dont :

- /// La revalorisation des bases fiscales, calculée sur la base de l'inflation de novembre 2018 (**soit +2.2%**).
- /// Les réformes de la fonction publique et la revalorisation des grilles indiciaires.
- /// L'impact sur une année complète du nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires (RIFSEEP).

2 - Nos orientations de travail qui veillent à dégager une marge d'autofinancement pour les investissements, par le contrôle de l'évolution des dépenses au regard des recettes. Le projet de budget 2019 se caractérise par :

- /// La poursuite de la maîtrise des charges générales de fonctionnement.
- /// Le contrôle de l'évolution des dépenses de personnel au regard de l'impact des dispositions nationales.
- /// La stabilité des tarifs des services à la population, hors inflation.
- /// L'impact sur une année pleine de la sortie de la réforme des rythmes scolaires (écoles publiques en septembre 2018).
- /// Les nouveaux flux financiers avec l'agglomération depuis la fusion des EPCI.
- /// L'exploitation en régie des activités Assainissement et SPANC depuis 2017.

1. Les dépenses de fonctionnement :

Il importe de continuer à veiller à l'évolution des charges à caractère général (chapitre 011) et des charges de personnel (chapitre 012) afin de préserver des marges de manœuvre significatives pour le financement de nos investissements.

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | | BP2018 | BP 2019 | Ecart BP/BP |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--|--------------|--------------|----------------|
| Charges générales | 2 193 | 2 149 | 2 061 | 2 074 | 2 224 | | 2 274 | 2 270 | -0,2% |
| Personnel | 5 002 | 5 272 | 5 374 | 5 609 | 5 557 | | 5 560 | 5 755 | + 3,5% |
| Autres charges | 1023 | 1116 | 1035 | 1014 | 984 | | 1 010 | 1 018 | + 0,8% |
| Charges financières | 134 | 124 | 110 | 103 | 91 | | 96 | 85 | -11,5% |
| Divers | 5 | 11 | 15 | 23 | 23,3 | | 58 | 55 | -5,2% |
| TOTAL dépenses réelles | 8 357 | 8 672 | 8 595 | 8 823 | 8 879 | | 8 998 | 9 183 | |

| | | | | | | | |
|-------------|-------|-------|--------|-------|-------|--|---------|
| % évolution | 2,49% | 3,77% | -0,89% | 2,65% | 0,64% | | + 2,06% |
|-------------|-------|-------|--------|-------|-------|--|---------|

Il est proposé une hausse de 2 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2019 (BP/BP) dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

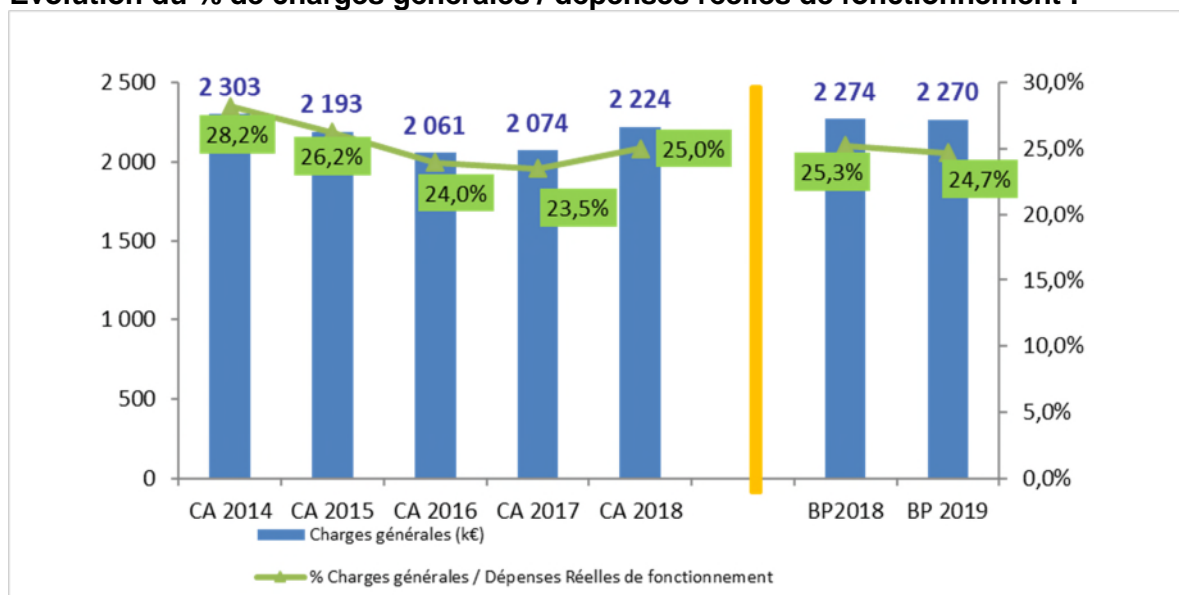
A. Les charges à caractère général :

Les charges à caractère général correspondent aux coûts des achats de fournitures, des prestations de services et des dépenses d'entretien relatives aux services proposés par la collectivité. Elles représentent le second poste de dépenses de fonctionnement.

En 2018, les réalisations de dépenses sont conformes aux prévisions budgétaires et sont caractérisées par le transfert de charges des dépenses de personnel avec l'externalisation des missions liées à l'entretien des bâtiments (hôtel de ville et centre de loisirs lors des vacances scolaires), et à l'accompagnement méridien des enfants de l'école privée Notre Dame. Le décalage de quelques travaux d'aménagements paysagers a nécessité un recours à des prestataires d'entretien des espaces verts supérieur aux prévisions. L'inflation à la hausse pèse également sur ces charges d'exploitation.

Pour 2019, elles sont évaluées à **2 270 k€**, à un niveau stable par rapport au montant budgété en 2018 (2 274 k€) soit **- 0,2 %** entre 2018 et 2019 (BP/BP). Avec une inflation estimée à 1,3 %, le maintien de ce poste est possible grâce à la diminution des primes d'assurances suite à la conclusion de nouveaux contrats au 1^{er} janvier et à l'effort réalisé par les services pour contenir les dépenses au même niveau en maintenant la qualité des prestations réalisées.

Evolution du % de charges générales / dépenses réelles de fonctionnement :



B. Les charges de personnel :

Elles constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement et font l'objet d'une attention soutenue.

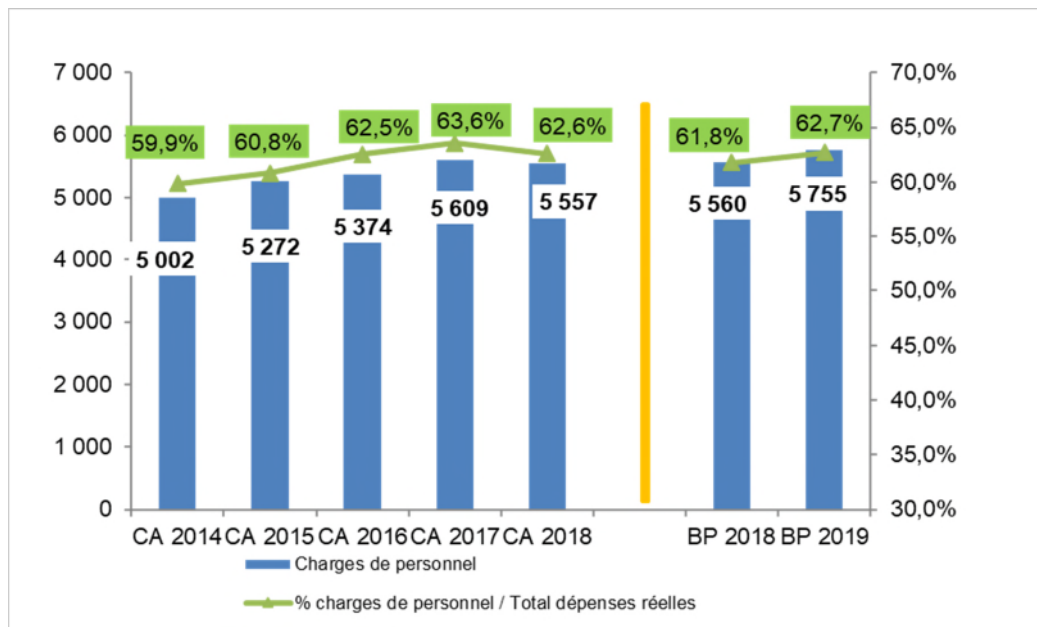
A l'heure de la rédaction de ce rapport, les prévisions 2019 permettent d'envisager une hausse de ce poste, estimée **+3,5 %** (BP/BP).

Les charges supplémentaires dues à l'impact :

- de l'effet Glissement Vieillesse Technicité (GVT) incluant les avancements et l'impact du PPCR pour l'exercice 2019 sur les carrières,
- du remplacement d'agents indisponibles (congés maladie, maladie professionnelle, accidents de service, temps partiels, maternité)
- et l'impact sur une année pleine de la mise en place du RIFSEEP.

sont partiellement compensées par :

- diverses mesures de réorganisation et d'optimisation de moyens à l'occasion du départ d'agents faisant valoir leurs droits à la retraite ou en fin de contrat
- l'arrêt des Temps d'Activités Péri-scolaires depuis septembre 2018.



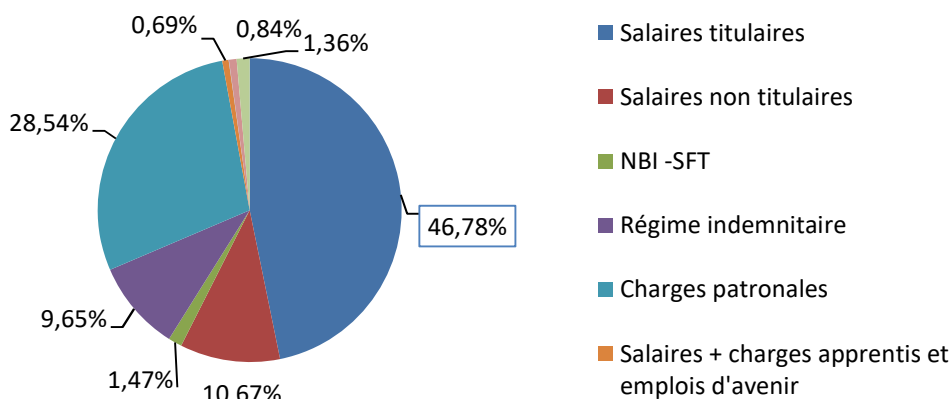
il convient de noter également que lorsque le montant total des charges réelles de fonctionnement est en baisse, le pourcentage que représentent les charges de personnel - à valeur égale - augmente mathématiquement.

Des recettes, estimées à 90 k€ de remboursement d'indemnités journalières et d'assurances et 14 k€ de participations par l'Agence de Service et de Paiement au financement des « emplois d'avenir » viendront atténuer la charge en 2019.

D'autres recettes viennent financer directement les charges de personnel : dotation de l'Etat pour l'établissement des passeports et des cartes d'identité (12 k€), aides de la CAF (Contrat enfance jeunesse).

La structure de la masse salariale est composée à 46,78 % des salaires des titulaires ; la part du régime indemnitaire et de la NBI-SFT représente 11,12 % (*données provisoires*).

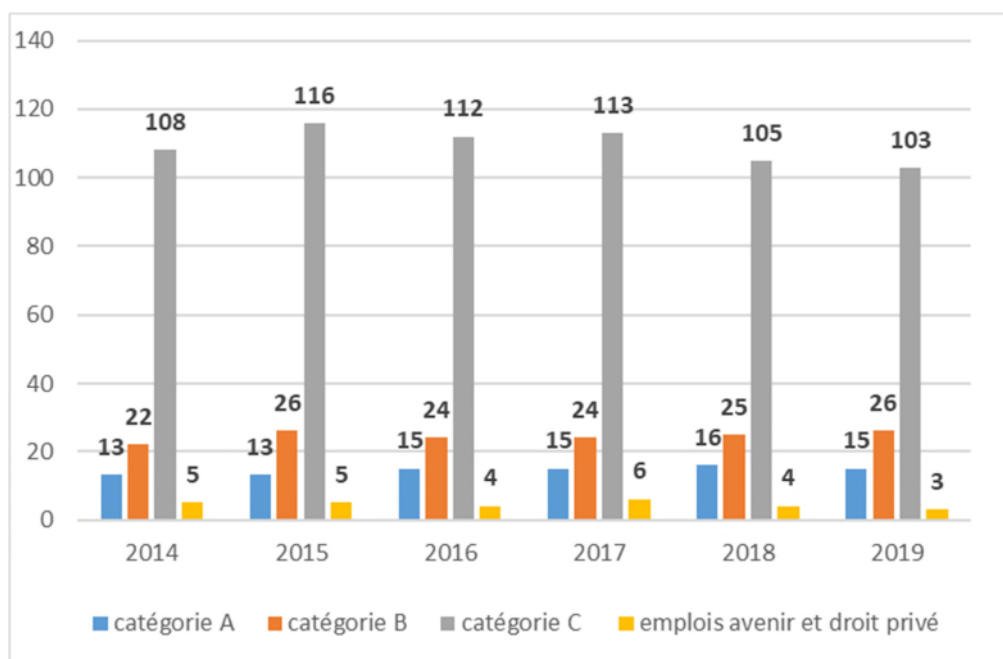
Structure de la masse salariale - budget 2019



Au 1^{er} janvier 2019, la commune emploie 147 agents soit 131,67 ETP, dont 2 ETP sous contrat emplois avenir, 1 contrat de droit privé (régie Assainissement) et 7,71 ETP sous contrat de droit public. La commune employait 148 agents en 2014.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution sur les dernières années par catégorie de personnel.

Evolution du nombre d'agents, depuis 2014, par catégorie (tous budgets) :



Le temps de travail annuel des agents de la collectivité est de 1 607 heures, pour un temps complet, depuis la mise en place des 35 heures. Ce temps de travail est proratisé suivant les contrats. De même, suivant les missions exercées, certains agents bénéficient de jours de réduction de temps de travail.

La part de nos charges de personnel s'explique aisément par :

- ▣ L'évolution du niveau de service liée au développement de la commune.
- ▣ Le souhait de proposer des services publics de qualité, avec des professionnels qualifiés et compétents, en s'adaptant aux besoins de la population.
- ▣ Le choix de réaliser des missions stratégiques en régie.

- La volonté de contribuer à l'intégration professionnelle des jeunes avec les contrats « emplois d'avenir » et les contrats d'apprentissage.

C. Les autres charges :

Le chapitre « autres charges » regroupe les subventions aux associations, au CCAS, aux écoles, les indemnités des élus et les différentes participations de la ville aux instances auxquelles elle adhère :

- la subvention de fonctionnement au CCAS est évaluée à 355 k€ en 2019 (330 k€ en 2018, 380 k€ en 2017 et 400 k€ en 2016). Une augmentation de l'enveloppe est nécessaire en raison de la résorption du report de l'excédent 2016 et de nouvelles charges induites par la mutualisation des services communaux et l'augmentation de l'activité de la maison de l'enfance suite à son extension en 2018.
- l'enveloppe consacrée aux subventions aux associations et aux événements exceptionnels est maintenue à 110 k€ pour la 2^{ème} année consécutive.
- les dépenses de formation des élus sont prévues à hauteur de 14 k€ (dont 7 k€ de reports de crédits non consommés en 2018).
- la participation au Syndicat de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan sera de 15 k€ (14,7 k€ en 2018).

D. Les charges financières :

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit en 2018. Le dernier emprunt souscrit a été réalisé en 2014 pour 800 k€ auprès du Crédit Mutuel de Bretagne afin d'assurer le financement des investissements sur l'année. Un prêt a été accordé par la CAF pour un montant maximum de 147 k€ pour les travaux de la maison de l'enfance. Il sera réalisé en 2019 mais il n'aura pas d'impact sur la charge financière (prêt à taux zéro).

La charge de la dette diminue depuis 2016, avec une prévision 2019 pour le poste des intérêts financiers à **85 k€** pour les emprunts en cours.

2. Les recettes de fonctionnement :

Évaluées à un niveau raisonnable et réaliste, les recettes réelles totales de la commune devraient s'établir autour de 11 078 k€ soit une hausse de 0,7 % de BP à BP.

| En k€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2018 | BP 2019 (prévisionnel) | % |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------|------|
| Produits des services | 1 245 | 1 258 | 1 236 | 1 249 | 1 227 | 1 197 | 1 190 | -1% |
| Impôts et taxes | 6 750 | 6 963 | 7 017 | 7 477 | 7 577 | 7 489 | 7 583 | 1% |
| Dotations, subventions | 2 376 | 2 347 | 2 061 | 2 086 | 2 068 | 1 960 | 1 985 | 1% |
| Autres produits | 127 | 147 | 144 | 142 | 247 | 243 | 195 | -20% |
| Produits financiers | 4 | 2 | 0 | 0 | | 0 | | |
| Produits exceptionnels | 60 | 50 | 40 | 69 | 65 | 35 | 35 | 0% |
| Produits divers (remboursement assurances/personnel) | 90 | 148 | 104 | 75 | 138 | 77 | 90 | 17% |
| TOTAL Recettes réelles | 10 652 | 10 915 | 10 602 | 11 098 | 11 322 | 11 001 | 11 078 | |
| % évolution | -2,3% | 2,5% | -2,9% | 4,7% | 2,0% | | 0,7% | |

A. Les produits des services :

Ils proviennent principalement des redevances du domaine public, des prestations de service (culture, loisirs, périscolaire), de la mise à disposition de personnel, des conventions de remboursement et des refacturations entre budget principal et budgets annexes.

Les projections budgétaires 2019 sont basées sur :

- Une augmentation des tarifs municipaux de 1,5 % au 1^{er} janvier 2019.
- Une évaluation prudente de l'activité des services prenant en compte les réalisations de 2018, soit une augmentation de la fréquentation des services, et une diminution des recettes avec une nouvelle répartition des quotients familiaux.
- La révision des modalités de refacturation aux budgets annexes, qui évoluent suite à la mise en place de la gestion en régie de l'assainissement et de l'eau (augmentation des charges directement payées sur le budget annexe) et de la nouvelle convention de mutualisation commune/CCAS (adaptation du nombre d'ETP affectés sur les missions du CCAS)

B. Les recettes fiscales :

Les impôts et taxes comprennent, outre les contributions directes, l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire reversées par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération (GMVA), la taxe sur les pylônes, la taxe sur l'électricité, la taxe sur les droits de mutations et la taxe forfaitaire sur les terrains constructibles.





Ils représentent 68 % des recettes réelles et progresseraient, globalement, (BP/BP) de 1 %.

■ Contributions directes (taxes d'habitation et foncières) et allocations de compensations d'exonérations fiscales :

Augmentés en 2009 de 2.8 % (alors qu'ils n'avaient pas évolué depuis 2002), les taux communaux d'imposition sont inchangés depuis 2009 et il est proposé de les maintenir en 2018. Les abattements facultatifs à la base concernant la taxe d'habitation ont été revus en 2016 afin de dynamiser les recettes réelles de la commune : suppression de l'abattement général facultatif à la base et instauration d'un abattement de 10 % pour les ménages à revenus modestes.

| | Taxe d'habitation | Taxe foncière sur les propriétés bâties | Taxe foncière sur les propriétés non bâties |
|-------------|-------------------|---|---|
| Taux | 14,34 % | 22,23 % | 39,50 % |

Les simulations de recettes ont été effectuées à partir des bases fiscales 2018 en intégrant :

-  La revalorisation des valeurs locatives est estimée à 2,2 %.
-  Une part dynamique liée au marché de l'habitat
-  Le maintien de la recette de taxe d'habitation (compensée en partie par l'Etat).
-  La stabilité des allocations de compensations d'exonérations fiscales par rapport à 2018.

Les bases 2019 seront communiquées par la direction générale des finances publiques (DGFIP) au cours du mois de mars.

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2018 | BP2019 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Contributions directes en K€ | 4 697 | 4 874 | 4 891 | 5 313 | 5 474 | 5 406 | 5 615 |
| (y compris compensations d'exonérations) | | | | | | | |
| en % | | 3,8% | 0,4% | 8,6% | 3,0% | | 3,9% |

L'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire reversées par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération (GMVA) :

Dans le cadre du transfert de compétences à GMVA de la gestion des zones d'activités économiques, l'attribution de compensation de fonctionnement a été diminuée en 2018 de 96 k€ en contrepartie des charges d'entretien des zones transférées à l'agglomération. Il est également versé une attribution de compensation par la commune à l'agglomération de 77 k€ pour la valorisation des charges de renouvellement et travaux en dépense d'équipement.

Suite à la définition de son projet de territoire, les modalités de calcul et d'attribution de la dotation de solidarité communautaire (DSC) ont été révisées avec une diminution de l'enveloppe de 10 % chaque année, pendant 3 ans, soit une baisse de 37 % entre 2018 et 2022. Compte tenu de ce nouveau dispositif, l'évolution de la DSC attribuée à Saint-Avé est évaluée ainsi :

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 627 792 € | 565 013 € | 508 511 € | 457 660 € | 411 894 € |

| En k€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2019 (prévisionnel) |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------------------|
| Attribution de compensation | 1 102 | 1 102 | 1 102 | 1 102 | 1 006 | 1 006 |
| Dotation de Solidarité Communautaire | 577 | 577 | 577 | 548 | 627 | 565 |

Les droits de mutation :

| en K€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2019 (prévisionnel) |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------------------|
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------------------|

| | | | | | | |
|---------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| réalisé | 264 | 348 | 324 | 442 | 414 | |
| prévu | 270 | 250 | 280 | 290 | 350 | 350 |

Les droits de mutation encore appelés droits d'enregistrement sont exigés par l'administration fiscale lors de la transmission du bien d'un patrimoine à un autre, que ce soit à titre gratuit ou onéreux. Ils sont versés au département qui les reverse aux communes par péréquation.

La fluctuation des transactions immobilières modifie, selon les années, les ressources des collectivités. Après une diminution de 2012 à 2014, le produit des droits de mutation a fortement augmenté en 2015. Cette hausse s'est confirmée en 2016 et accentuée en 2017. Le secteur restant fortement dynamique, les prévisions de recettes de droits de mutations pour 2019 sont maintenues au niveau des prévisions de 2018, soit 350 k€.

C. Les dotations :

Les éléments issus de la loi de Finances 2019 permettent de prévoir une dotation générale forfaitaire (DGF) stabilisée sur 2019 par rapport aux dotations notifiées en 2018 :

| En k€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2018 | BP 2019 |
|--|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Dotation Solidarité Urbaine | 314 | 315 | 315 | 337 | 350 | 335 | 350 |
| Dotation Nationale de Péréquation | 210 | 217 | 210 | 239 | 266 | 240 | 265 |
| Dotation Forfaitaire | 1 463 | 1 268 | 1 062 | 965 | 983 | 965 | 980 |
| TOTAL DGF | 1 987 | 1 800 | 1 587 | 1541 | 1599 | 1540 | 1595 |
| <i>pm : Contribution redressement public cumulée depuis 2014</i> | 76 | 264 | 462 | 559 | 559 | | - |

Les autres dotations subissent une baisse en 2019 suite à la sortie de la réforme des rythmes scolaires pour les écoles publiques en septembre 2018.

L'ensemble du poste des dotations et participations est évalué à 1 985 k€ en 2019.

D. Les autres produits :

Les « autres produits » regroupent des produits divers d'exploitation dont les produits de la location de la maison de l'enfance au CCAS. En 2018, ce poste a augmenté exceptionnellement avec la réintégration de l'excédent de fonctionnement cumulé constaté fin 2017 sur le budget annexe Affaires économiques (+ 153 k€). En 2019, il est proposé d'affecter l'excédent de 2018 à hauteur de 50 k€.

3. L'autofinancement :

L'excédent de recettes réelles sur les dépenses réelles ou autofinancement mesure la capacité de la section de fonctionnement à financer la section d'investissement.

| En K€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | | BP 2018* | BP 2019 (prévisionnel) |
|-----------------|---------|---------|---------|---------|---------|--|----------|---------------------------|
| Autofinancement | 2 295 | 2 243 | 2 007 | 2 275 | 2 443 | | 2 003 | 1 895 |

*Hors dépenses imprévues

La variation entre l'autofinancement réalisé en 2018 et le prévisionnel 2018 s'explique notamment par la maîtrise des dépenses de fonctionnement contenues par rapport au budget prévu et des réalisations supérieures aux prévisions : dotations, droits de mutations et remboursements de charges de personnel ou suite à sinistre.

Les mesures prises (recherche constante d'économies par les services, révision de la politique d'abattement...) ont permis d'éviter de subir l'effet ciseau constaté entre 2014 et 2016 (baisse des recettes consécutive à la baisse des dotations et hausse des charges de fonctionnement).

L'objectif affiché depuis 2017, soit d'inverser la tendance à la dégradation de l'autofinancement constatée ces dernières années, a donc été pleinement atteint.

Cependant une légère dégradation de l'autofinancement est attendue en 2019 par rapport à 2018, en raison :

- de mesures ponctuelles en 2018 : affectation de l'excédent du budget annexe affaires économiques, diminution des charges de personnel liées à la réorganisation des services et à l'externalisation de certaines missions.
- d'un resserrement attendu des marges de manœuvre en 2019 au niveau des charges (hausse des prix, optimisation des coûts déjà réalisée sur un grand nombre de services) et d'une prévision de diminution de certaines recettes (produits des services dont la refacturation aux budgets annexes, participations CAF...).

Prenant en compte ces contraintes, les orientations budgétaires proposées pour 2019, maîtrise des charges, réalisme et dynamisme des recettes attendues, doivent permettre de continuer à maintenir le niveau d'autofinancement nécessaire au financement des opérations d'équipements prévues.

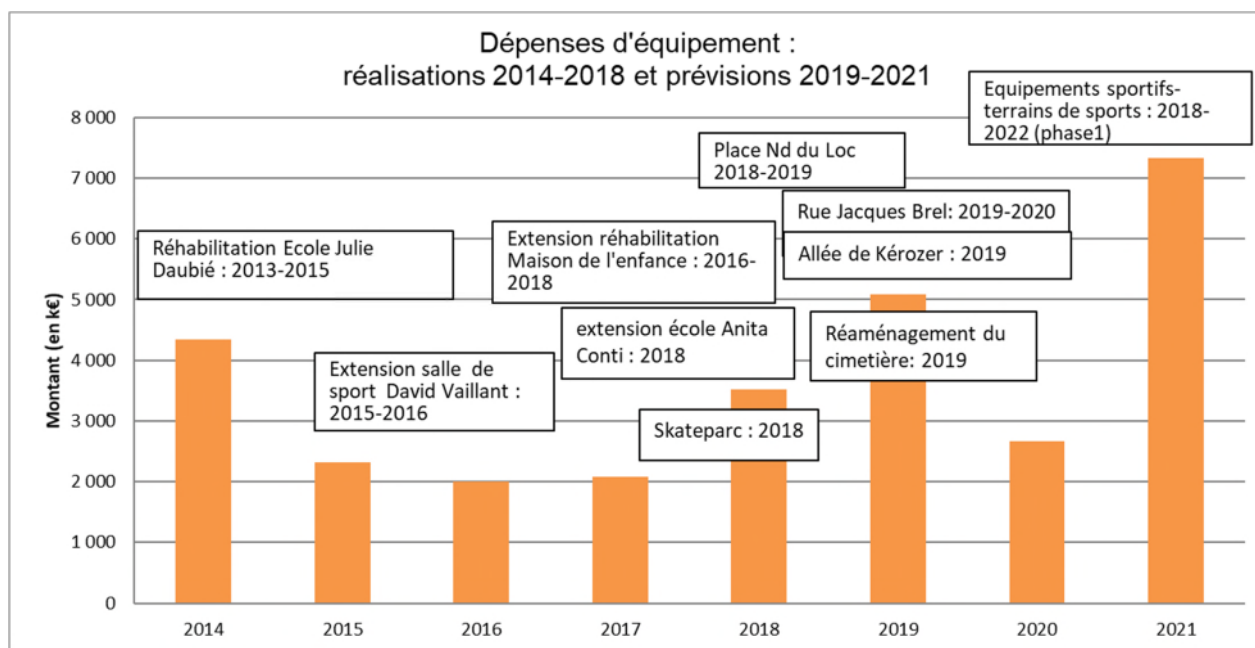
4. Les dépenses d'équipement et la programmation pluriannuelle :

3 515 k€ ont été réalisés en 2018 sur les 5 128 k€ inscrits au budget (hors travaux en régie), soit un taux d'exécution de 68,5 %. 419 k€ d'achats et de travaux ont également été engagés et non facturés sur le budget 2018, portant le taux d'exécution à 76,7%. Ces crédits sont reportés en 2019, ce sont les restes à réaliser (RAR).

| en k€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | | BP 2018 RAR compris | BP 2019 RAR compris |
|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--|------------------------|------------------------|
| Dépenses d'équipement | 4 347 | 2 323 | 2 007 | 2 077 | 3 515 | | 5 128 | 5 080 |

Dépenses d'équipement : frais d'études, acquisitions immobilières et mobilières (terrains, matériels, outillage, mobilier, informatique...), travaux...hors travaux en régie.

La programmation pluriannuelle des investissements, actualisée en 2018, prévoit un volume global d'investissement d'environ 18,5 Millions d'euros, entre 2018 et 2021. Elle intègre les projets structurants inscrits au programme du mandat, les dépenses relatives aux mises aux normes réglementaires et les dépenses récurrentes d'entretien et de valorisation du patrimoine.



Pour 2019, les dépenses d'équipement prévisionnelles s'élèvent à 5 080 k€ dont 420 k€ de reports du budget 2018. Elles s'inscrivent dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements de la période 2014-2021, révisée tous les ans en fonction des priorités et de la capacité financière de la collectivité.

Les opérations majeures d'investissement de l'année 2019 comprennent entre autres la 3^{ème} phase des travaux d'aménagement de la place du Loc, le réaménagement du cimetière et la réalisation de travaux pour sécuriser l'allée de Kérozer et la rue Jacques Brel.

▬ Les travaux de réaménagement du cimetière

Afin de tenir compte de l'augmentation de la population et accompagner l'évolution des pratiques funéraires, un programme de travaux est en cours d'élaboration avec le concours d'un comité consultatif dédié. Ces travaux, permettant d'améliorer l'accessibilité du cimetière et de créer une espace paysager qualitatif et adapté aux besoins, sont évalués à 375 k€, études comprises.

▬ L'aménagement de la place Notre Dame du Loc :

La phase d'études s'est achevée en 2017.

Un calendrier des travaux a été fixé en accord avec les habitants et les commerçants :

- une première phase de travaux est arrêtée entre avril et juin 2018
- une deuxième phase se déroulera de septembre à novembre 2018
- et enfin une dernière phase est prévue de janvier à mai 2019.

Les travaux d'aménagement de la place Notre Dame du Loc ont pour objectif d'améliorer l'accessibilité, la sécurité, la convivialité et l'aménagement de l'espace public autour de la chapelle.

Ils sont estimés à 1 200 k€ TTC, dont 825 k€ TTC en 2019. Ils sont financés par l'Etat à hauteur de 125 k€(DSIL) et par le département.

▬ La création d'un nouveau complexe sportif :

La programmation pluriannuelle comprend la création d'un complexe sportif à Kérozer (secteur de Lescran) en deux phases :

- une 1^{ère} phase, avec la réalisation d'équipements sportifs de plein air, d'ici 2020, pour un montant prévisionnel de 5 725 k€
- une 2^{ème} phase, avec la réalisation d'une salle multisports et un pôle sports de raquettes, pour un montant prévisionnel de 5 926 k€, avec une option à 576 k€ pour des courts de tennis extérieurs.

Le programme des travaux a été défini en fonction des attentes des différents partenaires et usagers. La procédure de jury de concours lancée en 2018 n'ayant pas abouti, la maîtrise d'œuvre du projet sera donc choisie en 2019. L'enveloppe allouée aux études et au foncier en 2019 est de 493 k€.

Afin de préparer les accès au futur pôle sportif, les travaux d'aménagement et de sécurisation prévus seront démarrés dès 2019.

L'aménagement de l'allée de Kérozer

Afin d'anticiper et de faciliter les déplacements pour les piétons et cyclistes, des travaux d'aménagement et de sécurisation de l'allée de Kérozer sont prévus pour un montant de 390 k€.

L'aménagement de la rue Jacques Brel

Une 1^{ère} tranche de travaux pour la rue Jacques Brel est prévue à hauteur de 200 k€ en 2019 pour une opération qui devrait s'élever à 800 k€ sur 3 ans.

Etudes pour l'aménagement du centre-ville :


Les études concernant l'aménagement du centre-ville suivent leur cours. Le dossier de création de la zone d'aménagement concertée (ZAC) a été approuvé par le conseil municipal de juillet 2018. L'élaboration du programme débutera à partir de 2019. Il conviendra ensuite de désigner une maîtrise d'œuvre urbaine, à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, prévue en 2020-2021. Un budget annexe sera créé pour cette opération d'aménagement après l'élaboration du bilan financier prévisionnel. Pour l'instant, 39 k€ de frais d'études sont inscrits au budget principal.

La rénovation des vestiaires et du club House de Lesvellec pour 180 K€

NB : Les opérations les plus importantes s'échelonnant sur plusieurs années sont gérées sous forme d'AP/CP (autorisations de programmes/crédits de paiement), permettant d'ajuster les crédits aux dépenses prévisionnelles à payer dans l'année au lieu d'inscrire la totalité des marchés engagés.

5. Les ressources externes d'investissement : dotations et subventions

Les recettes réelles d'investissement sont constituées des subventions spécifiques de l'Etat et des autres collectivités publiques, des dotations et du fonds de compensation de la TVA, de l'emprunt et des ressources propres dégagées par le fonctionnement.

 **Les subventions d'investissement** proviennent de l'Etat, de la Région, du Département du Morbihan, de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération et de divers organismes (CAF, ADEME...).

Les principales subventions attendues en 2019 concernent :


- le programme de travaux de la maison de l'enfance : CAF pour 428 k€
- l'opération d'aménagement de la place du Loc avec un solde de subvention de 87,5k€ (Etat/FSIPL)
- des travaux de voirie : Conseil département pour 75 k€ dans le cadre du programme de solidarité territorial (PST)
- Les crédits comprennent également 10 k€ de produits des amendes de police.

Soit des subventions attendues pour **600,5 k€**.

D'autres subventions sont attendues sur 2019 et reportées par le mécanisme des restes à réaliser en recette (les demandes de versement étant en cours) pour un total de **488 k€** et concernant des soldes de subventions, dont 293 k€ dans le cadre du programme « Territoire Energie Positive et Croissance verte » finançant des travaux d'éclairage public.

Le total des subventions attendues en 2019 s'élève ainsi à 1 088 k€

Il faut noter que des subventions seront également sollicitées pour les travaux d'aménagement du cimetière, de l'allée de Kérozer et de la rue Jacques Brel.

 **Les dotations et les réserves** : elles sont constituées du fonds de compensation de TVA (FCTVA), et de la taxe d'aménagement (TA).

Depuis 2010, la commune perçoit le FCTVA l'année suivant la réalisation des dépenses. Depuis 2016, le taux du FCTVA est 16,404 %. Compte tenu des investissements 2018 soumis à TVA, cette recette devrait être de **530 k€** en 2019.

La Taxe d'Aménagement, perçue 12 et 24 mois après la délivrance du permis de construire, représentait 242 k€ en 2018. Elle est évaluée à **200 k€** pour 2019, cependant aucune information précise n'est connue à ce jour.

6. La dette : encours et évolution (budget principal) :

L'optimisation de la gestion financière, l'effort porté sur la maîtrise des charges, la programmation des investissements sur plusieurs années et la recherche de sources de financements supplémentaires permettent de limiter le recours à l'emprunt. En 2018, aucun nouveau recours à l'emprunt n'a été nécessaire pour financer les équipements.

 **L'encours de dette au 1^{er} janvier 2019 :**

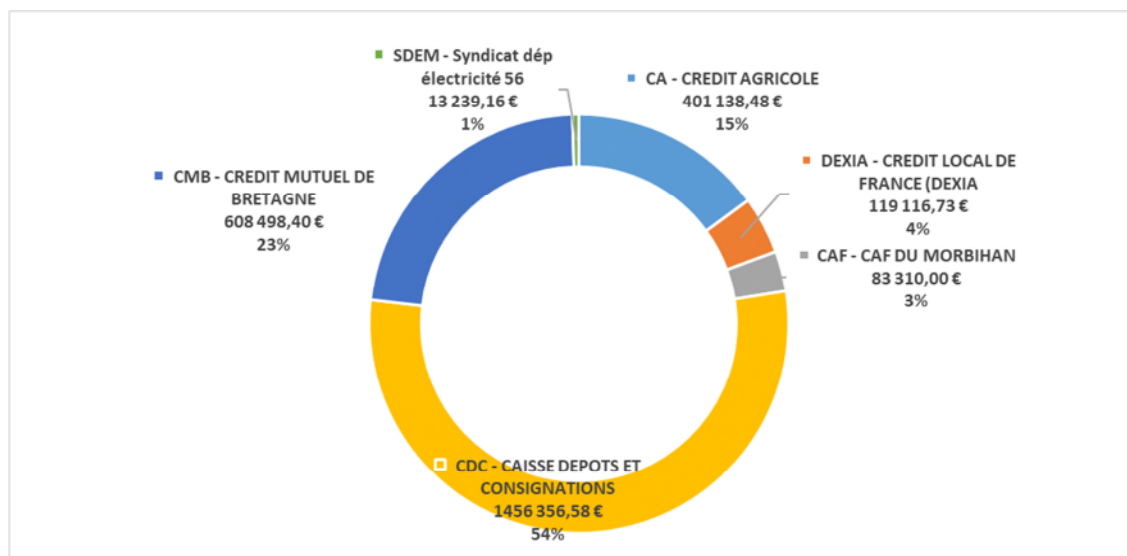
La commune de Saint-Avé est peu endettée et a actuellement cinq prêts principaux en cours :

| Date | Prêteur | Montant en K€ | Durée | Taux | Type taux |
|------|---------------------------|---------------|--------|--------|-----------|
| 2007 | Crédit Agricole | 1 500,00 | 15 ans | 3,88% | Fixe |
| 2011 | Dexia - CFL | 237,00 | 15 ans | 1,88% | Fixe |
| 2012 | CAF | 200,00 | 12 ans | 0% | Fixe |
| 2013 | Caisse des dépôts | 2 000,00 | 15 ans | 3 ,91% | Fixe |
| 2015 | Crédit Mutuel de Bretagne | 800,00 | 15 ans | 1,94% | Fixe |

Par ailleurs, elle rembourse des prêts au SDEM « Morbihan Energies » (syndicat départemental d'électricité du Morbihan).

Le montant de l'annuité pour 2019 est de 425 k€, dont 330 k€ d'amortissement de la dette.

Le graphique ci-dessous représente la répartition de l'encours au 1^{er} janvier 2019 par prêteur :



Suivant la classification Gissler de l'encours de dette, 100 % de l'encours de dette est composé d'emprunts classés 1A, ne comportant aucun risque particulier.

Au 1^{er} janvier 2019, la dette demeure à un niveau extrêmement faible, avec un encours de 2 682 k€ soit **229 € par habitant** (11 677 habitants). Pour mémoire, la moyenne par habitant pour les communes de même strate en Bretagne était de 892 € en 2017.

L'emprunt en 2019 :

L'emprunt est une recette d'investissement permettant d'équilibrer la section d'investissement du budget. Le tableau ci-dessous reprend l'historique et le prévisionnel des ressources du budget principal de 2014 à 2019 :

| En k€ | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2018 | BP 2019 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Subventions | 728 | 274 | 346 | 228 | 376 | 1 038 | 1 088 |
| Dotations et FCTVA | 1 069 | 877 | 545 | 576 | 548 | 500 | 730 |
| Plan de relance FCTVA | | 283 | | | | | |
| Emprunt | 800 | | | | | 200 | 147 |
| Autofinancement n | 2 295 | 2 243 | 2 007 | 2 266 | 2 443 | 2 003 | 1 895 |
| Total recettes réelles d'investissement | 4 892 | 3 677 | 2 898 | 3 070 | 3 367 | 3 741 | 3 860 |

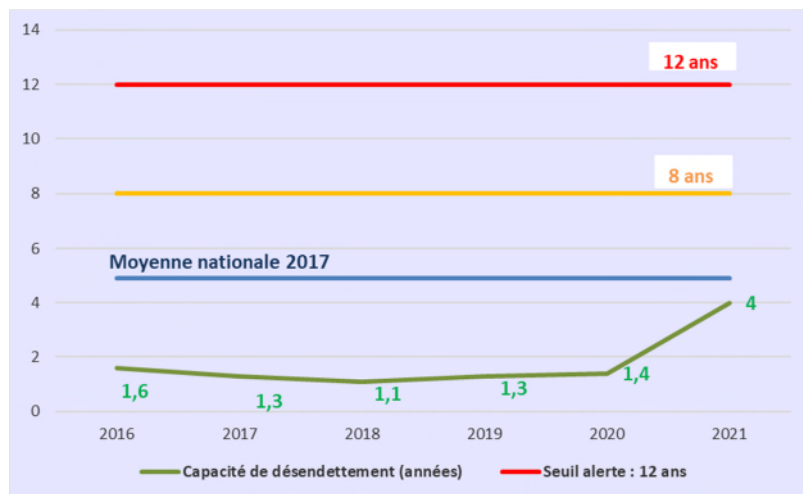
Un emprunt à taux zéro a été sollicité auprès de la CAF pour un montant de 147k€ pour financer la réalisation des travaux de la maison de l'enfance. Sa réalisation est attendue en 2019 et il est donc inscrit au budget 2019. Il n'est pas prévu d'autre emprunt long terme complémentaire cette année, les ressources propres de la collectivité devraient en effet permettre de financer les dépenses d'équipements prévues en 2019.

L'évolution de la dette et le financement de la programmation pluriannuelle :

La commune met en œuvre les moyens nécessaires (recherche de ressources supplémentaires, économies de gestion et priorisation des dépenses d'équipement) afin de limiter au maximum le recours à l'emprunt. Ce levier n'a pas été sollicité depuis 2015. Cependant la programmation pluriannuelle des investissements nécessitera un recours plus important dans les années à venir.

Ainsi, afin de réaliser les 18 millions d'euros d'investissement prévus d'ici 2021, un recours à l'emprunt devra être envisagé d'environ 5,7 millions d'euros.

Evolution de la capacité de désendettement entre 2016 et 2021



La capacité de désendettement (l'encours de dette rapporté à la capacité d'autofinancement) est évaluée à 1,1 années en 2018, soit un ratio actuellement bien inférieur à la moyenne constatée au niveau national. Ce ratio est appelé à évoluer à la hausse, afin de continuer à maîtriser la fiscalité actuelle.

La capacité de désendettement atteindrait 4 années en 2021 si l'ensemble des dépenses est réalisé. Ce ratio resterait bien en dessous du 1^{er} seuil d'alerte fixé à 8 ans, permettant de conserver des marges de manœuvre pour les futurs projets.

PARTIE V : LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DES BUDGETS ANNEXES

1. Le budget des Affaires économiques :

Les principales dépenses en 2019 sont des charges de fonctionnement (environ 85 k€). Elles comprennent principalement :

- la refacturation des charges de personnel et frais administratifs payés sur le budget principal (30 k€),
- l'entretien des bâtiments (15 k€),
- les charges de copropriété de l'espace Jules Verne (15 k€),
- des provisions pour impayés de loyers suite à des liquidations d'entreprises (5 k€).
- les taxes foncières (6 k€)
- les subventions versées à l'UCAAVE et à l'association du marché bio (4,4 k€),

Les recettes du budget Affaires économiques sont constituées des loyers des locaux commerciaux, ateliers relais, bureaux et local de la Poste. Les recettes de loyer se sont élevées à 175 k€ et devraient être équivalentes en 2019.

Le budget Affaires économiques présente un résultat de fonctionnement excédentaire en 2018 de 68 k€. Il est proposé d'inscrire des crédits au chapitre 65 pour verser une partie de cet excédent (50 k€) sur le budget principal après la reprise des résultats.

L'excédent d'investissement fin 2018 s'élevant à 446 k€ pourrait être consacré à l'acquisition de réserves foncières pour faciliter l'activité commerciale du centre-ville.

2. Le Budget des zones d'activités :

Le budget est clôturé au 31 décembre 2018 et les résultats devraient être réaffectés au budget principal de la commune. Les impacts de cette clôture seront intégrés au budget principal 2019.

3. Le Budget d'Assainissement Collectif :

Après de multiples rebondissements, la loi Ferrand-Fesneau relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement a été publiée au Journal Officiel le 5 août 2018. Elle entérine le principe du transfert obligatoire au 1^{er} janvier 2020 des compétences eau et assainissement pour les communautés de communes et communautés d'agglomération. Toutefois, pour les communautés de communes, le transfert obligatoire peut être reporté par exception au 1^{er} janvier 2026.

La loi affirme également que l'eau pluviale devient la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines ». Cette nouvelle compétence, distincte de l'assainissement, sera prise par l'intercommunalité au 1^{er} janvier 2020. Une expertise sur le transfert de charges relevant des eaux pluviales sera menée en parallèle aux opérations de préparation du transfert.

Ainsi, le conseil communautaire de Golfe du Morbihan Vannes agglomération a, le 13 décembre 2018, décidé des modalités d'exercice de ces compétences, à compter du 1^{er} janvier 2020, et se consacre désormais à l'élaboration de scénarios d'organisation.

L'année 2019 sera le 3^{ème} et dernier exercice budgétaire de la régie assainissement de Saint-Avé.

Marquée par les récentes recompositions de son organisation liée à la mutualisation des régies de l'eau et de l'assainissement de la Ville et des SIAEP de Saint-Avé Meucon et de la Région de Grand-Champ, le service assainissement mobilise désormais 4,3 ETP répartis sur 14 agents (dont 7 en fonctions support administratif et technique). L'équipe était au 1^{er} janvier 2018, composée de 4,17 ETP, répartis sur 11 agents.

Le coût prévisionnel est de 205 k€ (206 k€ en 2018). Le coût des services support fait l'objet d'une refacturation du budget principal. Les dépenses de personnel sont mutualisées et sont soit directement engagées sur le budget annexe d'assainissement collectif, soit refacturées au budget annexe par le SIAEP de Saint-Avé Meucon, pour le personnel qu'il emploie directement. Une part correspondant à 0,2 ETP sera par ailleurs refacturée au budget du SPANC.

Après plusieurs années au cours desquelles les efforts d'investissement ont porté sur la réhabilitation de réseaux, la prise en main en régie a mis en exergue la nécessité d'engager des actions de gestion patrimoniale des équipements et ouvrages, et de fiabilisation des process.

Aussi, après avoir réfectionné en 2018 l'ensemble de la filière d'aération de la station de traitement des eaux usées de Beauregard (290 k€) et consacré 35 k€ à la fiabilisation de la télégestion des ouvrages, l'année 2019 verra se concrétiser les études lancées cette année pour :

- /// La mise en conformité des équipements d'autosurveillance : mesure des temps de surverse sur les postes de relevage équipés d'un trop plein vers le milieu naturel, réfection du canal de mesure des eaux traitées de la station de Beauregard (50 k€)
- /// La sécurisation et la mise en conformité des ouvrages : aménagements de sécurité dans le cadre du document unique (15 k€), la réhabilitation des deux zones de dépotage de chlorure ferrique (150 k€), la mise en conformité des cellules HTA (15 k€), la fiabilisation de l'automatisme des 2 stations (40 k€)
- /// Le programme de renouvellement des équipements (290 k€)
- /// Des opérations de réorganisation du système d'assainissement (490 k€)
- /// Les opérations de réhabilitation de réseau (résidence Parc Hayo, rue Lavoisier, place notre dame du Loc, ...) (250 k€).

Enfin une priorité restera cette année l'étude de schéma directeur d'assainissement. Assortie d'un dossier loi sur l'eau, elle comprendra un volet diagnostic réseau ainsi qu'une réactualisation de l'étude d'acceptabilité des milieux.

En fonctionnement, les efforts portés sur la gestion patrimoniale et l'optimisation des performances du service, se déclinent en différentes catégories de dépenses :

- /// Les moyens importants dédiés aux actions de recherche d'entrée d'eaux claires parasites, et au suivi de la mise en conformité,
- /// Le suivi des opérations privées, tant au niveau de l'instruction technique des demandes d'urbanisme que du contrôle lors de la réception et de la mise en service des nouveaux ouvrages sur le réseau public.
- /// En 2018, 70 k€ ont été affectés à la réalisation d'opérations d'entretien et de maintenance, avec un souci d'optimisation du fonctionnement des équipements et de sa pérennité. 140 k€ sont prévus en 2019, du fait notamment d'opérations de maintenance lourdes et critiques (turbine, centrifugeuses).
- /// La régularisation des rejets des établissements industriels : en 2018, 20 k€ ont été dépensés pour la caractérisation de leurs effluents. En 2019, les conventions de déversement pourront être signées et mises en œuvre.

Les ressources du service s'élèvent pour 2018 à 780 k€ et sont constituées pour 81 % des redevances d'assainissement collectif, pour 7 % de la participation au financement de l'assainissement collectif (PFAC), et pour moins de 2 % des redevances pour le contrôle de conformité des raccordements et des déversements. Le reste correspond à la redevance pour modernisation des réseaux de collecte perçue auprès des usagers et reversée à l'agence de l'eau Loire Bretagne.

En 2019, ces recettes sont estimées à :

- /// Redevances d'assainissement collectif : 680 k€
- /// PFAC : 120 k€
- /// Redevances de contrôle de conformité des raccordements et des déversements : 16 k€

4. Le Budget du Service Public d'Assainissement Non Collectif – SPANC :

Les principales opérations en 2019 sont :

- /// La rémunération du contrôleur pour 8 k€
- /// La rémunération du prestataire de facturation pour 1 k€
- /// Le remboursement des frais de personnel administratifs et techniques du budget principal et du budget assainissement collectif, pour 4,7 k€

Les recettes sont constituées par les redevances d'assainissement non collectif, dont le tarif est maintenu.



La Ville de Saint-Avé, par délibération du 21 décembre 2017, a décidé d'initier, de piloter et d'animer une opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif non conformes, sous maîtrise d'ouvrage privée.

Cette opération n'est pas intégrée dans les prévisions budgétaires, dans l'attente de réponse de l'Agence de l'eau sur la pérennité de la décision notifiée pour le soutien financier.

5. Le Budget d'Aménagement du secteur de Kérozer :

L'opération d'aménagement du secteur de Kérozer a permis l'installation de l'association Le Moulin Vert sur la commune avec 2 établissements médico-sociaux. En 2017, la vente d'une parcelle à Vannes Golfe Habitat a été réalisée pour 499 k€ afin de construire la future gendarmerie : caserne, locaux techniques et 23 logements sur le site. Les travaux sont en cours.

L'évaluation des dépenses pour 2019 est d'environ 260 k€ et les principales opérations en 2019 sont :




-  Travaux d'aménagement de voiries et réseaux, dont des travaux d'aménagement et de sécurisation de la rue Baudelaire et la part liée à la requalification de l'allée de Kérozer (maîtrise d'œuvre comprise) (230 k€)
-  Frais divers (études opérationnelles, paysagères, géotechniques, honoraires, communication) (30 k€)

Une partie relative aux dépenses d'équipements publics sera réaffectée à terme sur le budget principal.

6. Le Budget d'Aménagement du secteur de Bossuet :

Ce budget retrace les opérations de viabilisation de terrains et de cession de charge foncière relatives à l'opération d'aménagement du secteur de Bossuet. L'opération s'achève cette année. Les dépenses sont estimées à 75 k€ pour 2019.

Les principaux faits de l'année 2019 concernent :

-  Les frais d'étude et d'honoraires pour 10 k€
-  Les frais liés au local concerné par la dation pour 10 k€
-  Des travaux d'aménagement pour 55 k€ (trottoirs, espaces verts, mobilier urbain)

La clôture du budget annexe devrait intervenir cette année après passation des écritures comptables relatives aux quelques travaux restant à effectuer. Lors de cette clôture, la partie de dépenses relevant des équipements publics (aménagement des rues du Four et Bossuet) sera réaffectée au budget principal.

7. Le besoin de financement des budgets annexes et la consolidation des données avec le budget principal

Concernant les budgets annexes, aucun recours à l'emprunt n'est envisagé en 2019. Aucun emprunt n'est en cours sauf une avance à taux zéro de l'agence de l'eau sur le budget annexe de l'assainissement collectif (remboursement de 8,2 k€ par an).

Les résultats constatés fin 2018 et les orientations budgétaires 2019 permettent à la collectivité de financer l'ensemble des dépenses prévues grâce aux ressources propres prévisionnelles des activités.

La Loi de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022 prévoit, lors du débat d'orientations budgétaires, la présentation de l'évolution des charges de fonctionnement réelles exprimée en valeur ainsi que des objectifs d'évolution du besoin de financement correspondant aux « emprunts minorés des remboursements de la dette ».

| Charges de fonctionnement réelles (en k€) | CA2018 | BP2018 | ROB 2019 | Commentaires |
|--|---------------|---------------|-----------------|---|
| Budget principal | 8 879 | 8 998* | 9 183* | |
| Affaires économiques | 163 | 206 | 135* | Versement de l'excédent 2018 au budget principal pour 100 k€ et 2019 pour 50 k€ |
| Assainissement | 726 | 787 | 978* | Dont +63 k€ de redevance modernisation en dépense et recette et 127 k€ de frais de personnel refacturés (BP, SIAEP) |
| SPANC | 13 | 15 | 14 | |
| Bossuet | 577 | 618 | 75 | Dation en 2018 - Fin de l'opération en 2019 |
| Kérozer | 18 | 53 | 260 | Travaux rue Baudelaire et Allée de Kérozer |
| Zones d'activités | 0 | 15 | | Budget clôturé : 183 k€ excédent |

* hors dépenses imprévues

| « Besoin de financement annuel = emprunts minorés des remboursements annuels » (en k€) (art 13-II) | CA2018 | BP2018 | ROB 2019 | Commentaires |
|---|----------------|----------------|-----------------|---|
| Budget principal | - 329 | -130 | - 178 | Emprunt CAF : 147 k€ à réaliser en 2019 |
| Affaires économiques | 0 | 0 | 0 | |
| Assainissement | -8,3 | -8,3 | -8,3 | |
| SPANC | 0 | 0 | 0 | |
| Bossuet | 0 | 0 | 0 | Remboursement solde du prêt de portage financier court terme, en 2017 |
| Kérozer | 0 | 0 | 0 | Hors emprunt d'équilibre – Financement par le fonds de roulement global |
| Total | - 337,3 | - 138,3 | - 186,3 | Les remboursements sont supérieurs aux nouveaux emprunts |